

"Le Courrier picard" ne sera plus une coopérative ouvrière

*LE MONDE* | 07.04.09 | 16b11

Une certaine utopie dans la presse française, directement issue des idéaux de la Libération, a vécu, lundi 6 avril, avec le vote des 179 salariés du Courrier picard. Ils ont renoncé à recapitaliser leur journal, dernier exemple de société coopérative ouvrière de production (SCOP) du secteur.

Les salariés détenteurs de parts sociales avaient la possibilité de participer à une recapitalisation de l'entreprise. La condition était que chacun d'entre eux verse 20 000 euros au capital et renonce à un certain nombre d'avantages sociaux. Sans garantie de succès, dans un environnement économique difficile, la proposition n'a recueilli que 5 voix pour (146 contre). Ce vote ouvre ainsi la voie à la prise de contrôle du titre par un groupe de presse. La Voix du Nord est sur les rangs.

Le résultat du référendum interne a été accueilli dans un climat de résignation. "Cela faisait un moment que c'était dans l'air, témoigne Philippe Fluckiger, secrétaire du comité d'entreprise et syndicaliste SNJ-CGT. La situation était difficile et la crise économique l'a aggravée. Notre souci, en tant que syndicalistes, est que la procédure de rachat du titre s'opère dans la transparence et que les représentants du personnel y soient associés."

La SCOP avait été fondée en 1944 par Maurice Catelas, patron marqué par son appartenance à la franc-maçonnerie et président des Coopératives de Picardie, des magasins à succursales multiples. "La SCOP était inspirée par un certain paternalisme, se souvient Jacques Béal, journaliste au Courrier picard. On y entrait par cooptation, souvent de père en fils. Progressivement, cet idéal s'est perdu. Pour les jeunes qui arrivent aujourd'hui, la SCOP ne signifie pas grand-chose..."

Déjà, en 1985, Le Courrier picard avait dû accepter l'entrée au capital du Crédit agricole de la Somme, bientôt rejoint par La Voix du Nord et Groupama. A eux trois, ils détiennent 45 % des parts sociales à travers la holding Nordpicom. Les besoins du quotidien, qui accumule les pertes depuis cinq ans, s'élèvent aujourd'hui à 4 millions d'euros. "L'outil d'imprimerie est à bout de souffle pour la partie la plus ancienne", constate Daniel Hutier, le directeur général.

Deux groupes de presse pourraient être intéressés : outre le belge Rossel, propriétaire du Soir et de La Voix du Nord, Hersant médias, présent dans la région avec L'Union de Reims et Paris-Normandie pourrait se porter candidat.